

COUPURES D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

Nuit d'émeutes Aït Amrane

Moins d'une semaine après la recommandation du conseil de wilaya, réuni précisément à l'effet d'examiner les conditions de vie des populations durant le mois de ramadan, intimant par ailleurs l'ordre aux organismes concernés d'éviter les coupures d'eau et d'électricité, les citoyens de la ville d'Aït-Amrane, dans la daïra de Thenia (wilaya de Boumerdès) sont sortis durant la nuit de ce vendredi pour déverser leur colère au niveau de la RN 5 et fermer cet axe routier. Motif : coupures intempestives d'électricité et d'eau.

Frustrés sans doute par le fait de ne pouvoir suivre la rencontre qui se déroulait entre les Verts et le Sénégal, les insurgés en grand nombre ont brûlé des pneus et ramassé tout ce qui leur tombait sous la main pour obstruer la route, empêchant un grand nombre d'automobilistes de circuler. «Avant l'adhan pour la rupture du jeûne, l'électricité a été coupée. Le courant a été rétabli avant que ne survienne une seconde coupure. Ce

n'était malheureusement pas la première fois que la ville subissait ce désagrément. Par la même occasion, les manifestants ont également soulevé le problème des coupures d'eau qui durent depuis plusieurs jours. Aucune explication n'a été fournie aux citoyens concernant cette pénurie», nous dit M. Benai.

Un citoyen de la localité qui était présent sur les lieux déclare quant à lui que la colère des ses



Des perturbations qui mettent les nerfs des citoyens à rude épreuve.

concitoyens a été exacerbée par l'état des routes, complètement délabrées, et la situation d'abandon de leur commune gérée par une majorité FLN.

La foule s'est dispersée dans le calme vers le milieu de la nuit. Il convient

de noter que, selon les manifestants que nous avons pu joindre au téléphone durant cette manifestation, ni le P/APC ni aucune autre autorité ne se sont déplacés sur les lieux pour écouter les émeutiers.

La cellule de communication de la Sonelgaz de Boumerdès nous a affirmé, ce samedi matin, qu'une panne due au mauvais temps est survenue ce jeudi dans la périphérie de la ville d'Aït-Amrane causant une perturbation dans

le réseau de distribution de cette région de la wilaya de Boumerdès. «Le courant a été rétabli vendredi à 21 heures 45», dit notre correspondante au téléphone. Au niveau du centre de l'ADE de Thenia M. Hanafi nous a fourni les explications sur les problèmes de pénurie de l'eau. «Au début du ramadan la conduite de Tagseb à partir d'où est alimentée la commune de Aït-Amrane a été fermée pendant deux jours. Par la suite, la conduite principale de la ville a été cassée par inadvertance par un engin de travaux publics», dit-il avant de s'engager au sujet du rétablissement de l'eau qui sera effectif durant la journée (samedi). Nos deux tentatives de joindre le P/APC pour de plus amples informations sont restées vaines.

Abachi L.

ÉNERGIE

Les délestages seront plus fréquents

Durant la fin de la semaine écoulée et hier samedi, des coupures électriques sont signalées un peu partout à travers plusieurs villes de la wilaya de Boumerdès et du centre du pays.

Il s'agit non pas de pannes identifiées localement, qui nécessitent l'arrêt de l'alimentation des différents réseaux, mais d'un programme de délestage qui touche tout le centre du pays. En effet, selon une source proche de la

Sonelgaz, trois groupes sur les quatre que compte la centrale de Cap Djinet sont à l'arrêt. «Ces groupes ne peuvent pas être mis en production, pour la simple raison que quatre lignes de transport d'une capacité de

220 kilovolts chacune, sont pour l'heure hors d'usage», nous a-t-on précisé. Ainsi la Sonelgaz se retrouve, selon nos informations, avec un déficit de 440 mégawatts pour satisfaire la demande. Selon les précisions que nous avons recueillies, deux pylônes de haute tension qui supportent chacun deux lignes de 220 kilovolts l'unité, sont tombés. Cela c'est passé jeudi vers 19 heures

dans le sud de la commune de Zemmouri (wilaya de Boumerdès). Cette région de la périphérie de la centrale de Cap-Djinet est réputée pour abriter plusieurs groupes terroristes armés du GSPC Al Qaïda Maghreb. Dans un communiqué mis en ligne sur son site Internet, la Sonelgaz impute cet incident aux perturbations atmosphériques sans toutefois fournir plus

de précisions. Nos sources font par contre allusion à un sabotage.

«Aucun explosif n'a été découvert sur les lieux de cette catastrophe, mais il était clair que les boulons de la charpente des deux pylônes ont été dévissés», nous a déclaré un technicien de la région est de la wilaya de Boumerdès.

A. L.

L'ALGÉRIE RECOURT À L'IMPORTATION DE CEMENTS

Une opération et des questionnements

L'importation de ciments par le secteur public est-elle opportune ? Judicieuse ? En exportant du clinker, matière première du ciment, notre pays qui cherche à importer du ciment gris, ne risque-t-il pas de se retrouver avec un ciment dont le prix reste cher ?

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Les groupes cimentiers nationaux ont lancé récemment un appel d'offres international pour l'importation de un million de tonnes de ciment gris. Les douze cimenteries publiques, regroupées au niveau de trois entreprises régionales du Centre, de l'Est et de l'Ouest, veulent ainsi faire face à la hausse prévisible de la demande durant les prochains mois.

Une demande estimée de l'ordre de 14 à 15 millions de tonnes par an, alors que la production nationale escompte livrer quelque 18 millions de tonnes de ciments en 2008. Et, d'autant que les grands chantiers lancés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics sont appelés à accélérer leur cadence de réalisation pour être livrables à l'horizon 2009. Devant prendre effet à partir de septembre, cette opération d'im-

portation doit s'étaler sur une période de 10 mois. Un doute persiste néanmoins sur la pertinence de cette opération. Était-il opportun de lancer une opération d'importation en période estivale, alors que ce produit connaît une forte tension au niveau mondial ? Des spécialistes estiment qu'il aurait été plus judicieux de le faire à la fin de l'année, en novembre ou en décembre.

En lançant cette opération, ses concepteurs auraient-ils mal élaboré leurs prévisions ? A-t-on bien cerné les conséquences de cette opération sur le marché national, d'autant que ce dernier subit de plus en plus la mainmise d'opérateurs étrangers ?

Cela dans le contexte où le cimentier français Lafarge, présent dans notre pays, a déjà commencé à exporter du clinker dans le cadre d'un contrat de livraison de 250 000 tonnes sur le marché européen. Une pre-

mière quantité de 20 000 tonnes a été déjà exportée le week-end dernier, à partir du port de Djendjen (wilaya de Jijel) et une quantité identique le sera dans quelques jours. Il faut rappeler que le clinker est une matière première, un constituant à 90% du ciment. Il est obtenu par calcination d'un mélange d'acide silicique d'alumine, d'oxyde de fer et de chaux. Une fois broyé, le clinker donne une poudre qui entre dans la composition des ciments.

Or, l'exportation du ciment ne doit pas se faire au détriment de la satisfaction préalable de la demande nationale, d'autant qu'une affaire d'exportation de ciment gris, dans des sacs de ciment blanc, avait été dévoilée médiatiquement voilà quelques mois. Les doutes sur la légitimité d'une telle opération d'importation par le secteur public demeurent donc légitimes. Le recours à l'importation d'un matériau de construction, dont une matière première est déjà produite dans notre pays et exportée, devient ainsi source d'incompréhension. Une opération d'exportation qui relève

certes de l'initiative d'un opérateur privé, mais qui concerne cependant toute l'Algérie. En exportant du clinker, notre pays, qui cherche à importer du ciment gris, ne risque-t-il pas de se retrouver avec un ciment dont le prix sera plus élevé, cher ?

A-t-on pris en considération le fait que les fournisseurs mondiaux de ciment participeront à cet appel d'offres et qu'il faudra savoir négocier avec eux ? A-t-on omis le fait que les atouts dont bénéficient les groupes industriels publics, mais aussi étrangers (coûts bas pour l'énergie et l'eau, accès au foncier, avantages fiscaux...) doivent être bien valorisés sans que le jeu soit pour autant biaisé ? Oublie-t-on également le fait qu'il n'y a plus de construction de cimenteries en Europe, dans un souci de préservation de l'environnement essentiellement ? Autant de questionnements et autant de réponses à trouver pour lever le doute sur cette opération d'importation, au-delà de son objectif lié à la réalisation du programme quinquennal.

C. B.

BLIDA

27 terroristes devant le juge à Larbaâ

Le tribunal de Larbaâ, à 30 kilomètres à l'est de Blida, a connu hier un mouvement inhabituel. El pour cause, 27 terroristes ont été présentés devant le juge d'instruction.

Un impressionnant dispositif de sécurité entourait, en effet, le tribunal où les 27 terroristes ont été amenés du groupement de gendarmerie de Blida.

Selon des indiscretions, l'enquête entamée il y a 14 jours, par les éléments de la section de recherches de la gendarmerie de Blida, a abouti à l'arrestation, au lieu dit Beni Attra, sur les hauteurs de Larbaâ, d'un terroriste activement recherché, lequel dénonça ses acolytes.

On apprendra aussi que neuf éléments de ce groupe appartiennent à une seule et même famille.

A l'heure où nous mettons sous presse, les mis en cause défilaient devant le bureau du juge d'instruction et l'issue de la procédure ne pourra être connue que tard dans la soirée. Par ailleurs, on croit savoir que le procureur de la République du tribunal de Larbaâ aurait requis le mandat de dépôt concernant l'ensemble des personnes arrêtées.

Nous y reviendrons.

H. M.